

# Toutes les semences non GM doivent le rester

Par Christophe NOISETTE Sylvain Fattebert, Stop-OGM, Suisse

Publié le 30/06/2006

Le 1er juillet dernier, des producteurs bio et des parlementaires Verts d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse se sont rencontrés dans le site enchanteur de Rheinau, au bord du Rhin, sur la rive suisse. L'objet central de la rencontre était de préparer une action coordonnée dans les parlements nationaux et au Parlement européen, afin de protéger les semences des contaminations d'OGM.

Tout le monde s'accorde à dire que c'est là un défi central pour l'avenir de la production sans OGM et on sait que la définition des valeurs-limites (d'émission de pollution, notamment) et une organisation territoriale délimitant des zones de protection font partie des éléments centraux de toute politique environnementale efficace. D'ailleurs, à l'heure actuelle, l'UE n'a toujours pas tranché sur le seuil de contamination acceptable pour les semences.

Les hôtes suisses ont soumis deux projets de texte aux autres délégations. Le premier vise à créer un statut spécial pour les zones de production et de multiplication des semences non transgéniques. Ce statut exigerait des mesures de protection strictes contre les contaminations d'OGM. En Suisse, comme tout agriculteur peut produire et multiplier des semences, cela aboutirait à faire de l'ensemble du territoire une zone de protection.

Le second projet de texte a pour but d'abaisser au niveau le plus bas la valeur-limite de contamination tolérée dans les semences, de manière à donner autant de chances que possible à l'avenir des semences et des cultures exemptes de manipulations génétiques.

Les participants ont convenu qu'ils adapteront ces motions à leur réalité politique. Il est souhaitable que les parlementaires de France, de Belgique, du Luxembourg et d'ailleurs, conscients des problèmes de la contamination transgénique, reprennent et soutiennent ces impulsions au niveau du droit européen et national.

Il faudra veiller à ce que ces deux propositions visent la protection de toutes les semences non transgéniques, et pas seulement les semences labellisées bio. Ce serait en effet une énorme erreur que d'accepter une différence de traitement au sein des semences non transgéniques. Il ne faudrait pas se tromper sur les véritables fronts de la bataille.

C'est le mérite des Verts et des paysans bio de lancer cette action parlementaire internationale et communautaire. Gageons qu'ils comprennent que leurs propositions seront à la hauteur du problème s'ils s'engagent pour l'ensemble de la production agricole sans OGM. Soit, pour l'instant, l'écrasante majorité de l'agriculture européenne.